

MINISTERE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

N° du rôle.....000335.....
Reçu le 28 MARS 2022 à 19...H



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2021

**COMMUNICATION EN CONSEIL
DES MINISTRES RELATIVE A
L'EXECUTION DU BUDGET
A FIN DECEMBRE 2021**

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget au terme de l'année 2021, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses, en référence aux objectifs révisés à l'issue de la mission d'évaluation du FMI, tenue du 25 mai au 10 juin 2021, au titre de l'article IV des statuts de cette institution qui l'autorise à exercer une surveillance du système monétaire international et à assurer un suivi des politiques économiques et financières de ses Etats membres.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin décembre 2021 s'élèvent à 8.517,5 milliards de FCFA pour une prévision de 7.602 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 112%.

Ces réalisations comprennent **4.738,3 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **3.779,2 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de 4.423,4 milliards de FCFA en 2021, avec un écart positif de 382,4 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 4.041 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales se sont chiffrées à 1.161,9 milliards de FCFA, avec un écart positif de 171,4 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 990,5 milliards de FCFA. Cette performance s'explique essentiellement par un niveau plus élevé que projeté des volumes de marchandises importées (14 millions de tonnes en réalisation pour un objectif de 13,2 millions de tonnes) et un prix moyen supérieur aux prévisions de +5,9% ;**
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz a été collecté à hauteur de 505,5 milliards de FCFA contre 376,4 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 129,1 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation est lié notamment aux bons résultats enregistrés par les exploitants miniers au titre de l'exercice 2020 (82,9 milliards de FCFA réalisés contre 46,1 milliards de FCFA enregistrés en 2020) en raison de l'évolution favorable du prix de l'or (+27,1%), à la reprise du recouvrement de l'impôt minimum forfaitaire (6,4 milliards de FCFA collectés en 2021 contre 158 millions de FCFA en 2020), ainsi qu'à la bonne évolution des retenues BIC-BNC relatives aux prestataires non-résidents (84,8 milliards de FCFA contre une prévision de 52,6 milliards de FCFA) ;**
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur s'est chiffrée à 519,6 milliards de FCFA, avec un écart positif de 35,9 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 483,7 milliards de FCFA. Cet écart positif s'explique essentiellement par la mise en œuvre du plan de rationalisation des exonérations fiscales qui a conduit à une baisse des coûts fiscaux de 11,8 milliards de FCFA par rapport à 2020 et par la digitalisation qui a permis d'enregistrer une baisse du nombre des contribuables défaillants (593 en moyenne en 2021 contre 772 en 2020) ;**
- **les droits d'enregistrement et de timbre ont été recouverts à hauteur de 195,5 milliards de FCFA, avec un écart positif de 15,4 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 180,1 milliards de FCFA. Cette performance s'explique principalement par un volume plus élevé que prévu des transactions immobilières, par l'impact des opérations de contrôle réalisées sur les actes soumis à la publicité au Livre Foncier Unique, ainsi que par le relèvement de 1,5% du taux des droits d'enregistrements café-cacao ;**
- **les impôts sur le revenu des capitaux mobiliers ont été encaissés à hauteur de 130,2 milliards de FCFA, avec un écart positif de 13,3 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 116,9 milliards de FCFA. Cet écart positif résulte des bons résultats comptables enregistrés en 2021 dans les secteurs miniers et bancaires. Concernant particulièrement l'IRC, l'évolution favorable enregistrée résulte de la progression des crédits à l'économie (+18,2%) ;**
- **les revenus du gaz se sont chiffrés à 76,5 milliards de FCFA, avec un écart positif de 11 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 65,5 milliards de FCFA, essentiellement en rapport avec un niveau plus important qu'attendu de la production du gaz (+28,1% par rapport aux prévisions initiales) ;**
- **les taxes sur les produits pétroliers se sont chiffrées à 475,5 milliards de FCFA, contre une prévision de 471,3 milliards de FCFA, soit un écart positif de 4,2 milliards de FCFA. Cet écart s'explique par un niveau plus élevé que prévu des volumes de gasoil et de super carburant mis à la consommation (respectivement 1.253,6 millions et 1.291,4 millions de litres en réalisation pour des prévisions de 1.223,7 et 1.226,3 millions de litres) ;**

○ **les taxes à l'exportation** ont été perçues à hauteur de **396,7 milliards de FCFA**, contre une prévision de 394,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 2 milliards de FCFA. Ce niveau de recouvrement est principalement lié aux volumes d'exportation supérieurs aux prévisions concernant le cacao (2.184.997 tonnes en réalisation contre une prévision de 2.058.000 tonnes) et la noix de cajou (849.892 tonnes en réalisation pour une prévision de 700.000 tonnes).

L'effet positif des résultats susmentionnés a été toutefois atténué par les performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes, notamment l'impôt sur les revenus et salaires (-25,4 milliards de FCFA), l'impôt synthétique et l'AIRSI (-6,8 milliards de FCFA), ainsi que les revenus du pétrole (-3,1 milliards de FCFA).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **138,9 milliards de FCFA** pour un objectif de 89,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 49,2 milliards de FCFA, principalement en lien avec les niveaux plus élevés que prévus des recettes de services (54,4 milliards de FCFA recouverts contre 29,5 milliards de FCFA prévus, dont 19,5 milliards de commissions sur transferts hors UEMOA) et des dividendes (34,2 milliards de FCFA recouverts contre 25,3 milliards de FCFA prévus, dont 9,3 milliards de FCFA provenant de Orange Côte d'Ivoire, 5,4 milliards de FCFA des Mines de Tongon et 4,5 milliards de FCFA de la CIPREL). Les recettes non fiscales comprennent également 37,8 milliards de FCFA de revenus du domaine, 10,4 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), 1,9 milliard de FCFA de bonus de signature non initialement prévu et 0,1 milliard de FCFA concernant les licences de télécommunication.

Quant aux dons, ils ont été exécutés à hauteur de **176 milliards de FCFA** pour 212,2 milliards de FCFA prévus et comprennent 92,3 milliards de FCFA au titre des dons-projets et 83,7 milliards de dons programmes, dont 76,6 milliards de FCFA au titre du C2D.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **2.698 milliards de FCFA** contre 2.229 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 687,1 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émis par adjudication, 338,8 milliards de FCFA de bons du Trésor, 913,7 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI), ainsi que 758,4 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché financier international.

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **33,2 milliards de FCFA**. Ces versements proviennent de CI-Energies pour 21,5 milliards de FCFA, du Port Autonome d'Abidjan pour 9,4 milliards de FCFA, de Air Côte d'Ivoire pour 0,8 milliard de FCFA, du Fonds National de l'Eau pour 0,6 milliard de FCFA et de la Société Ivoirienne de Gestion du Patrimoine Ferroviaire pour 0,3 milliard de FCFA.

Les produits de privatisations et de ventes d'actifs proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de **0,6 milliard de FCFA**.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.047,5 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.018,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102,9%. Elles comprennent les emprunts-programmes pour 207,3 milliards de FCFA, en ligne avec les prévisions, ainsi que les emprunts-projets pour 840,1 milliards de FCFA contre 810 milliards de FCFA en prévision.

II- EXECUTION DES DEPENSES

A fin décembre 2021, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **8.347 milliards de FCFA** pour une prévision de 8.027,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 104%. Ces dépenses se déclinent comme suit :

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **831,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 813,3 milliards de FCFA, en liaison principalement avec un niveau plus élevé des émissions de bons du Trésor (y compris ceux émis dans le cadre de la gestion de trésorerie), qui a engendré une augmentation du niveau des intérêts payés. Ces charges ont porté sur la dette intérieure pour 356,3 milliards de FCFA, contre 322,6 milliards de FCFA prévus et la dette extérieure pour 475,5 milliards de FCFA, contre 490,8 milliards de FCFA projetés.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **1.859,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.831,4 milliards de FCFA. L'écart de 28,1 milliards de FCFA s'explique principalement par le traitement des dossiers de premier mandatement de deux promotions de CAFOP sur le seul exercice budgétaire 2021, en lien avec la politique de réduction des délais de traitement des dossiers de premier mandatement des nouveaux fonctionnaires.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de **106 milliards de FCFA**, contre une prévision de 112,6 milliards de FCFA, en rapport notamment avec le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (81,8 milliards de FCFA), de téléphone (14 milliards de FCFA) et d'eau (10,2 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **701,8 milliards de FCFA**, contre une prévision de 678,5 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution inclut 114,5 milliards de FCFA concernant les institutions nationales, 70,3 milliards de FCFA pour l'alimentation y compris l'armée, 65,3 milliards de FCFA pour les baux administratifs, 25,9 milliards de FCFA pour les kits scolaires, 17,9 milliards de FCFA pour les Représentations à l'étranger, 15,6 milliards de FCFA pour le carburant de l'armée et 6,9 milliards de FCFA au titre des dépenses sociales ciblées.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19) ont été exécutés à hauteur de **549,2 milliards de FCFA**, pour une prévision de 494,6 milliards de FCFA. Ces transferts comprennent notamment 146,1 milliards de FCFA de subventions aux écoles privées, 112 milliards de FCFA de subventions aux EPN, 69,7 milliards de FCFA de bourses et pécules, 57,5 milliards de FCFA de subventions au secteur électricité et 25,1 milliards de FCFA de transferts aux collectivités.

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **513,9 milliards de FCFA**. Elles concernent les dépenses exécutées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire (335,7 milliards de FCFA) et du plan de riposte sanitaire (178,1 milliards de FCFA). Concernant particulièrement le plan de soutien économique, social et humanitaire, le niveau d'exécution porte principalement sur les transferts effectués au profit du Fonds de soutien aux grandes entreprises (30 milliards de FCFA), du Fonds de soutien aux PME (46,2 milliards de FCFA), du Fonds de solidarité et de soutien humanitaire (40 milliards de FCFA), du Programme d'urgence agricole (131,5 milliards de FCFA), du Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel (30 milliards de FCFA), ainsi que sur les subventions octroyées aux entreprises publiques ayant subi les effets de la Covid-19 (45 milliards de FCFA) et un appui exceptionnel à d'autres entreprises (6,2 milliards de FCFA).

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **250,4 milliards de FCFA** contre 148,6 milliards de FCFA prévus, du fait de la nécessité de renforcer davantage le dispositif sécuritaire, en lien avec la montée de la menace terroriste au nord du pays.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **2.161,9 milliards de FCFA** contre une prévision de 2.114,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 102,2%. Ces dépenses ont été financées à 56,9% sur les ressources intérieures et 43,1% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** des Institutions et Ministères indique que huit (08) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 75% et trente neuf (39) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 75%. Le taux moyen de consommation des crédits d'investissement de l'ensemble des Institutions et Ministères ressort à 83%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à **1.372,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.442,9 milliards de FCFA, principalement en rapport avec les niveaux plus faibles que prévus des décaissements enregistrés au niveau des emprunts extérieurs en 2020, qui ont induit un niveau de remboursement plus faible que projeté, ainsi qu'avec l'opération de rachat de titres publics concernant particulièrement les eurobonds, réalisée en 2020 en vue d'une meilleure gestion des échéances futures. Les paiements effectués comprennent 923,6 milliards de FCFA de remboursements au titre de la dette intérieure et 449 milliards de FCFA concernant la dette extérieure.

S'agissant en particulier des **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **3.066,0 milliards de FCFA** à fin décembre 2021, au-dessus de l'objectif plancher de 2.863,8 milliards de FCFA.

La gestion budgétaire 2021 a, en outre, enregistré un volume relativement important de nouvelles dépenses, qui ont été pour la plupart exécutées à travers la procédure exceptionnelle des avances de trésorerie et dont le niveau est estimé à 362,4 milliards de FCFA.

Le solde budgétaire base TOFE à fin décembre 2021 ressortirait ainsi à **-1.970,4 milliards de FCFA (-5,1% du PIB**, reflétant notamment l'augmentation du PIB nominal), pour un niveau objectif de -2.131,7 milliards de FCFA).

CONCLUSION

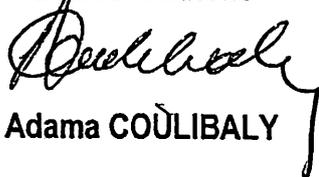
Le budget de l'Etat pour l'année 2021 a été exécuté dans un contexte marqué principalement par la poursuite des efforts de lutte contre les effets de la crise sanitaire liée à la Covid-19. En effet, la mise en œuvre du plan de riposte sanitaire et du plan de soutien économique, social et humanitaire, a permis de contenir de façon efficace les effets de cette pandémie.

L'exécution budgétaire à fin décembre 2021 est caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des recettes, notamment les recettes fiscales qui ont enregistré une bonne performance. Elle est également marquée par un renforcement des dépenses de sécurité, des dépenses de lutte contre la propagation de la Covid-19 et de ses variants, ainsi que des dépenses d'investissement, en lien avec la mise en œuvre du PND 2021-2025 et bénéficiant de l'amélioration de la capacité d'absorption des crédits.

Pour l'année 2022, les efforts seront déployés afin de maintenir la performance enregistrée au niveau du recouvrement des ressources. Les efforts concerneront également l'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement et la maîtrise des charges de fonctionnement.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au terme de l'année 2021, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES



Adama COULIBALY

LE MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT



Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

(Etat de réalisation à fin décembre 2021)

en milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2021 (hors comptes spéciaux)	Fin décembre		DEPENSES	Budget 2021 (hors comptes spéciaux)	Fin décembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (y.c FER)	4 100,8	4 041,0	4 423,4	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	802,5	813,3	831,8
- DGI	2 289,4	2 173,4	2 377,4	Dette intérieure	322,6	322,6	356,3
- TRESOR	11,0	11,0	11,9	Dette extérieure	479,9	490,8	475,4
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 790,4	1 856,5	2 034,1				
RECETTES NON FISCALES (y.c FIMR)	96,4	89,7	138,9	PERSONNEL	1 831,4	1 831,4	1 869,5
Recettes non fiscales Trésor	54,8	54,8	88,6	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	683,0	791,1	807,8
Revenus du domaine DGI	33,8	27,2	37,8	Abonnement	112,6	112,6	106,0
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	1,9	Autres achats de biens et services	570,4	678,5	701,8
Licences de télécommunication	0,1	0,1	0,1				
Fonds d'investissement en milieu rural	7,7	7,7	10,4	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	564,5	494,6	549,2
				Subvention au secteur électrifié	14,2	45,2	57,5
				Autres transferts	550,3	449,4	491,7
DONS	300,8	212,2	176,0	DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID	391,5	391,5	513,9
Dons programmes	156,9	57,1	83,7	Plan de soutien de l'économie / Coronavirus	391,5	336,5	335,7
AFD (C2D)	149,8	50,0	76,6	Plan de riposte contre le Coronavirus		55,0	178,1
GVT Espagnol (PCD)	0,0	0,0	0,0				
UE	7,1	7,1	7,1	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	35,9	148,6	250,4
Dons projets	143,9	165,1	92,3	sur financement intérieur	35,9	148,6	250,4
				INVESTISSEMENT	2 114,1	2 114,5	2 161,9
				- Trésor (y.c FIMR et FER)	1 112,1	1 148,6	1 229,5
				Projets C2D et PCD	149,8	50,0	1,2
				Investissement FIMR	7,7	7,7	10,4
				Fonds d'Entretien Routier	154,6	189,8	159,1
				Autres investissements	800,0	901,2	1 058,8
				- Financement extérieur des projets	1 002,0	965,9	932,4
				Emprunts-projets	858,1	810,8	840,1
				Dons-projets	143,9	155,1	92,3
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	4 498,0	4 342,9	4 738,3	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	6 422,9	6 585,0	6 974,4
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	126,3	0,0	0,6	Amortissement de la dette publique	1 330,4	1 442,9	1 372,6
Transfert des entreprises/dette rattachée	10,0	11,9	33,2	Dette Intérieure	749,7	935,5	923,6
				Dette extérieure	580,7	507,5	449,0
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 977,3	2 229,0	2 698,0				
Emprunts obligataires		450,0	913,7				
Bons et obligations du Trésor		1 021,0	1 025,9				
Eurobonds		758,0	758,4				
Emprunts programmes	283,6	207,3	207,3				
Banque Mondiale	150,0	207,3	207,3				
Banque Africaine de Développement	25,0	0,0	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)	39,8	0,0	0,0				
Allemagne	19,6	0,0	0,0				
Autres emprunts-programmes	49,2	0,0	0,0				
Emprunts-projets	858,1	810,8	840,1				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	3 255,3	3 259,1	3 779,2	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	1 330,4	1 442,9	1 372,6
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	7 753,3	7 602,0	8 517,5	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	7 753,3	8 027,9	8 947,0

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2021)

En milliards de FCFA

LIBELLES	fin septembre		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	4 041,0	4 423,4	382,4
<u>DGI</u>	<u>2 173,4</u>	<u>2 377,4</u>	204,0
Impôts directs	1 186,7	1 302,6	115,9
BIC pétrole et gaz	69,8	75,3	5,5
- BIC pétrole	24,0	21,8	-2,2
- BIC gaz	45,9	53,5	7,7
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	1 116,8	1 227,2	110,4
- BIC hors pétrole	376,4	505,5	129,1
- Impôt synthétique et AIRSI	33,4	26,6	-6,8
- Impôts sur revenus et salaires	590,2	564,9	-25,3
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	116,9	130,2	13,3
Impôts indirects	986,8	1 074,8	88,1
TVA (hors part secteur électricité)	483,7	519,6	35,9
TOB	76,2	87,9	11,7
Taxe sur boissons et tabacs	71,7	74,1	2,5
Droits d'enregistrement et de timbre	180,1	195,5	15,4
<i>dont enregistrement café cacao</i>	69,6	74,8	5,2
Patentes et Licences	31,4	39,8	8,4
Taxe d'exploitation pétrolière	10,3	9,3	-0,9
Taxe d'exploitation du gaz	19,7	22,9	3,3
Taxe sur les télécommunications	53,4	57,9	-2,5
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	25,8	28,7	2,9
Taxe ad valorem	31,5	35,2	3,8
Accisés et autres taxes indirectes	3,1	3,7	0,6
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	1,1	0,6	-0,4
<u>TRESOR</u>	<u>11,0</u>	<u>11,9</u>	<u>0,8</u>
Impôts directs	10,1	10,3	0,2
Impôts sur revenus et salaires	10,1	10,0	-0,1
Impôts indirects	1,0	1,6	0,6
Timbres et vignettes	1,0	1,6	0,6
<u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u>	<u>1 856,5</u>	<u>2 034,1</u>	<u>177,6</u>
Droits et taxes à l'importation	1 461,8	1 637,4	175,6
Taxes sur produits pétroliers	471,3	475,5	4,3
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	990,5	1 161,9	171,4
Taxes à l'exportation	394,7	396,7	2,0

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(en FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2021	Exécution fin Décembre	Taux d'exécution Fin Décembre
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	23 688 725 574	3 829 720 198	16,2%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	5 399 642 405	1 749 711 733	32,4%
Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	15 384 245 648	6 418 280 896	41,7%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	93 507 961 469	39 068 666 405	41,8%
Ministère de la Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Infor	2 119 843 181	980 584 369	46,3%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	152 802 952 873	108 874 455 834	71,3%
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	79 576 494 417	57 112 160 968	71,8%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	467 379 875 085	345 273 315 140	73,9%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	251 056 115 547	191 747 331 987	76,4%
Ministère des Eaux et Forêts	8 720 686 841	6 993 930 918	80,2%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentiss	60 304 547 478	48 521 801 655	80,5%
Ministère de l'Economie et des Finances	41 627 796 539	33 611 183 662	80,7%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	62 498 433 207	51 819 300 517	82,9%
Ministère de l'Hydraulique	94 738 664 680	81 009 843 448	85,5%
Ministère de la Promotion des Sports et du Développement de l'Economie Sportive	98 717 732 463	85 510 371 387	86,6%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	121 920 557 865	108 006 504 463	88,6%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	21 057 190 589	19 106 916 337	90,7%
Ministère des Transports	55 986 403 160	51 647 133 190	92,2%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	116 096 608 725	107 146 266 568	92,3%
Ministère de la Communication, des Médias et de la Francophonie	5 516 107 510	5 107 915 554	92,6%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	125 774 205 104	119 308 401 124	94,9%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	21 295 535 663	20 662 091 708	97,0%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (hors dépenses communes)	80 495 385 349	78 353 507 349	97,3%
Primature et Services Rattachés	59 944 673 057	58 813 190 608	98,1%
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	45 494 649 452	45 015 549 672	98,9%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	12 269 106 707	12 245 606 536	99,8%
Ministère du Plan et du Développement	27 772 920 743	27 722 115 156	99,8%
Ministère de l'Economie Numérique, des Télécommunications et de l'Innovation	9 730 666 230	9 714 388 313	99,8%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale, chargé de la Protection Sociale	11 884 400 000	11 878 613 659	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	20 445 829 873	20 443 676 188	100,0%
Représentation Nationale	700 000 000	700 000 000	100,0%
Présidence de la République	188 756 076 465	188 756 076 465	100,0%
Commission Electorale Indépendante	6 600 000 000	6 600 000 000	100,0%
Cour de Cassation	312 500 000	312 500 000	100,0%
Cour des Comptes	1 015 417 293	1 015 417 293	100,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	7 061 654 362	7 061 654 362	100,0%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	735 034 746	735 034 746	100,0%
Ministère de la Culture et de l'Industrie des Arts et du Spectacle	1 465 550 627	1 465 550 627	100,0%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	1 823 859 528	1 823 859 528	100,0%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	626 987 972	626 987 972	100,0%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civil	6 085 464 403	6 085 464 403	100,0%
Ministère de la Promotion de l'Investissement et du Développement du Secteur Privé	4 310 000 000	4 310 000 000	100,0%
Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	541 102 244	541 102 244	100,0%
Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la Corruption	1 112 177 368	1 112 177 368	100,0%
Ministère délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora, chargé de l'Intégration Africaine	582 542 811	582 542 811	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, chargé de la Modernisation de l'Administrat	1 967 440 819	1 967 440 819	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	9 927 716 820	9 927 716 820	100,0%
S/Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	2 426 831 482 892	1 991 316 061 000	82,1%
Dépenses communes	7 855 631 517	1 070 939 000	13,6%
Comptes Spéciaux	169 523 000 000	169 523 000 000	100,0%
TOTAL	2 604 210 114 409	2 161 910 000 000	83,0%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin décembre 2021

(en FCFA)

DOMAINES	2020	2021	
	Réalisation à fin Décembre	Objectif annuel	Exécution à fin décembre
01 Agriculture et développement rural	85 958 527 267	142 444 101 462	212 026 766 738
01.0 Administration générale	30 691 000 000	83 171 041 217	145 245 235 086
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	11 081 000 000	15 059 438 709	18 753 656 062
01.2 Formation et encadrement	32 927 000 000	32 077 659 938	32 999 548 992
01.3 Aménagement hydro-agricole	1 148 527 267	4 482 326 598	4 582 326 598
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 111 000 000	7 653 635 000	10 446 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	12 606 147 813	23 295 131 665	16 408 730 252
02.0 Administration générale / formation et encadrement	8 191 451 974	8 602 297 398	11 043 269 148
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 940 221 226	2 072 443 809	2 438 892 640
02.2 Pêche et aquaculture	2 474 474 613	12 620 390 458	2 926 568 464
03 Education	1 358 280 094 288	1 390 607 034 014	1 499 460 185 954
03.0 Administration générale	60 272 491 568	58 321 680 044	119 046 132 134
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	598 940 000 000	592 971 773 478	587 505 279 509
03.2 Alphabétisation	355 423 743	359 659 630	559 657 856
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	447 890 000 000	510 052 511 638	509 923 128 647
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	250 822 178 977	228 901 409 224	282 425 987 208
04 Santé	432 083 656 138	466 678 729 011	465 347 518 869
04.00 Administration générale santé	206 443 468 885	233 472 109 259	245 791 575 065
04.01 Système de santé primaire	79 143 563 181	60 734 730 520	60 668 968 086
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	7 068 624 072	14 496 397 048	4 163 004 768
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	46 862 000 000	48 987 339 148	52 891 578 081
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	21 002 000 000	36 274 362 841	36 757 644 609
04.05 VIH/SIDA	17 642 000 000	22 934 739 376	12 388 434 544
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	53 922 000 000	49 779 050 819	52 686 313 716
05 Eau et Assainissement	103 487 966 533	127 421 462 164	139 804 271 368
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	54 898 966 533	77 669 676 981	66 042 200 644
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	48 589 000 000	49 751 785 183	73 762 070 724
06 Energie	142 114 500 000	139 671 720 000	140 744 759 201
06.1 Accès à l'électricité	142 114 500 000	139 671 720 000	140 744 759 201
07 Routes et ouvrages d'art	399 494 403 994	381 108 362 633	360 104 491 800
07.1 Entretien pistes rurales	1 966 395 752	2 915 972 810	3 379 093 882
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	108 548 008 242	1 000 000 000	153 747 467 141
07.3 Autres travaux routiers	288 980 000 000	377 192 389 823	202 977 930 777
08 Affaires Sociales	100 919 946 298	63 823 373 100	88 361 568 038
08.0 Administration générale	25 739 000 000	33 807 974 428	15 642 703 163
08.1 Formations destinées aux femmes	429 170 919	1 348 446 949	1 951 584 525
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	2 312 877 598	2 456 538 151	23 335 298 517
08.3 Formation au personnel d'appui	1 408 897 781	1 555 062 246	1 555 062 246
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	71 030 000 000	24 655 351 326	45 876 919 587
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	69 644 000 000	87 436 397 178	88 992 878 941
09.1 Décentralisation	69 644 000 000	87 436 397 178	88 992 878 941
10 Reconstructions et réhabilitations	19 456 753 092	22 285 509 873	21 173 020 018
10.1 Reconstruction et réhabilitation	706 753 092	1 839 680 000	677 751 633
10.2 Habitat et logement sociaux	18 750 000 000	20 445 829 873	20 495 268 385
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	55 356 362 933	19 046 912 554	33 551 318 476
11.1 Promotion et insertion des jeunes	32 653 000 000	15 967 459 313	30 016 205 208
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	22 703 362 933	3 079 453 241	3 535 113 268
TOTAL	2 779 402 358 356	2 863 818 733 654	3 065 975 509 055

Source : SIGOBE/DGBF